

## VD\_FINDINFO Décision / 2010 / 11 vom 19. Januar 2010

VD Tribunal cantonal, 2010-01-19, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_D\\_cision\\_\\_2010\\_\\_11](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2010__11)

FR: VD\_FINDINFO Décision / 2010 / 11 du 19 janvier 2010

IT: VD\_FINDINFO Décision / 2010 / 11 del 19 gennaio 2010

### Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT} | 91 LPA-VD, 94 al. 1 let. c LPA-VD, 99 LPA-VD

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 19.01.2010 Décision / 2010 / 11

RETRAIT{VOIE DE DROIT} | 91 LPA-VD, 94 al. 1 let. c LPA-VD, 99 LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AI550/09 - 20/2010 COUR DES ASSURANCES SOCIALES  
\_\_\_\_\_ Décision du 19 janvier 2010 \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Présidence de M. Dind , juge unique Greffier : Mme Parel \*\*\*\*\*

Cause pendante entre : W. \_\_\_\_\_ , à Romanel-sur-Lausanne, recourant, représenté par Me Jean-Marie Agier, avocat du Service juridique de Intégration handicap, à Lausanne et OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITE POUR LE CANTON DE VAUD , à Vevey, intimé \_\_\_\_\_ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 25 novembre 2009 par W. \_\_\_\_\_ à l'encontre de la décision prise le 29 octobre 2009 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud (ci-après : l'OAI) , vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le recourant le 13 janvier 2010 ; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Me Jean-Marie Agier, avocat à Lausanne (pour le recourant) ■ L'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, à Vevey ■ L'Office des assurances sociales, à Berne par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.